

## Timor Loro Sa'e : la déstructuration d'un territoire

**A**u début des années 1970, après quatre-cent-cinquante ans de présence portugaise, la colonie de Timor Leste formait un territoire d'accès difficile, tant de l'extérieur qu'à l'intérieur. En marge des routes maritimes et aériennes, peu équipée, elle disposait d'une trentaine de kilomètres de routes asphaltées et du plus faible taux de véhicules à moteur de toutes les colonies portugaises (Defert 1992 : 50). Son territoire était en outre divisé en plusieurs éléments : la moitié orientale de l'île de Timor proprement dite (13 643 km<sup>2</sup>), mais également une enclave de 815 km<sup>2</sup> dans la partie occidentale, l'île d'Atauro au large de Dili (140 km<sup>2</sup>) et l'îlot Jaco (11 km<sup>2</sup>) à la pointe de l'île. De surcroît, outre le portugais, maîtrisés par seulement 10 % de la population, au moins dix-sept langues étaient parlées dans l'ensemble de la colonie dont le relief marqué renforçait le morcellement culturel (carte n° 1).

### **Un territoire traditionnellement en marge et d'accès difficile**

D'un point de vue politique, le pays a été longtemps divisé en une marqueterie politique dirigée par une cinquantaine de chefs locaux ou *liurai*, plus ou moins héréditaires, sur lesquels le pouvoir portugais avait au mieux un pouvoir d'intronisation (Pélissier 1996 : 62). Longtemps limitée à une économie de prédation pour exploiter quelques richesses naturelles comme le bois de santal, l'instauration d'une véritable administration coloniale débute dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle s'est faite au prix d'une série de guerres contre les puissances locales, dont certaines ont causé plusieurs centaines, voire milliers de victimes. La dernière lutte, fédérant une grande partie des chefferies sous la bannière du *liurai* de Manufahi, s'est déroulée en 1913. C'est également au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle que s'amorce la négociation avec les Pays-Bas pour la délimitation définitive de la frontière entre les colonies portugaise et néerlandaise. Les négociations, qui ont duré de 1892 à 1909, visaient surtout à supprimer les petites enclaves à l'intérieur des terres

---

des colonies respectives, comme Noimuti ou Maucatar. Incapables de parvenir à un accord, les deux parties durent se résoudre à recourir à l'arbitrage de la Cour Internationale de Justice de La Haye qui rendit un arrêt définitif en 1914, délimitant ainsi la frontière actuelle.

Autre conflit destructurant, l'occupation japonaise de l'île, de 1942 à 1945, s'est traduite par une répression massive, surtout après le retrait des commandos australiens que les populations locales avaient soutenus. 60 000 Timorais auraient péri soit 13 % de la population de l'époque (Taylor 1991 : 14 ; Lee 2000 : 189), avant que ne revienne s'instaurer après la défaite nipponne un régime colonial d'extrême-droite.

Pourtant, au-delà de ces situations précaires, difficiles et parfois dramatiques, l'attachement symbolique au Portugal était relativement fort, au point qu'après la révolution des Œillets, une partie des dirigeants de Lisbonne a pu craindre que la population timoraise ne préfère opter pour le maintien dans le giron portugais que pour l'indépendance (Defert 1992 : 68).

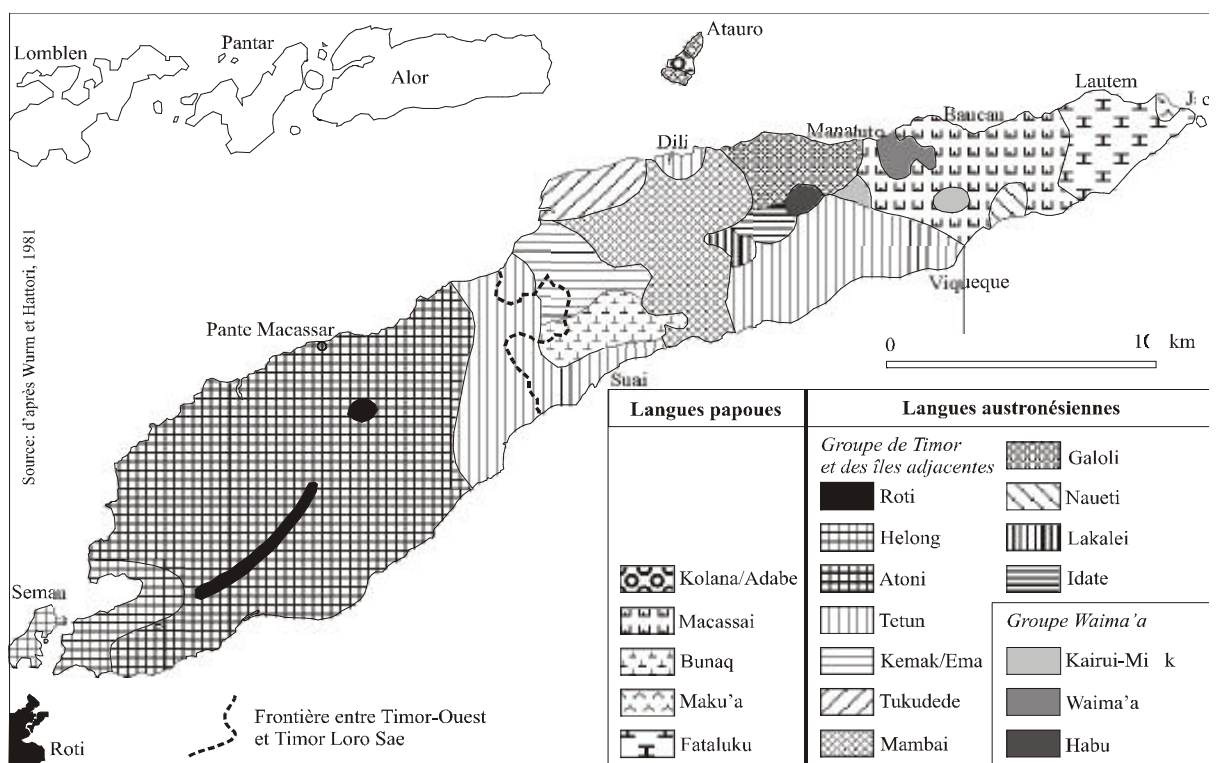
### **Conscience nationale, invasion militaire et bilan démographique**

En 1974, avec l'annonce de la mise en œuvre d'un processus d'auto-détermination, la conscience nationale est-timoraise en germe depuis le XIX<sup>e</sup> siècle s'affirma politiquement. Deux partis indépendantistes se forment alors : l'Union démocratique timoraise (UDT) de tendance conservatrice et le Front révolutionnaire de Timor Est indépendant (Fretilin) aux aspirations plus révolutionnaires. Ils se partagèrent à part égale plus de 80 % des suffrages lors d'un vote partiel en juillet 1975 qui marginalisa les autres partis, dont l'Apodeti (Association populaire et démocratique timoraise) qui s'était prononcée pour le rattachement à l'Indonésie (Defert 1992 : 73 ; Ramos-Horta 1996 : 62).

Toutefois, dans le cadre d'un vaste programme de déstabilisation nommé *Komodo*, des militaires indonésiens influents comme les généraux Murtopo, Murdani ou Panggabean avaient déclaré qu'ils n'accepteraient jamais la présence de communistes dans un éventuel gouvernement est-timorais (Cayrac-Blanchard 1991 : 90-91 ; Defert 1992 : 84). Les dirigeants de l'UDT furent donc poussés à réaliser un coup de force pour prendre le pouvoir le 10 août 1975. Selon la Croix Rouge Internationale, la guerre civile de trois semaines qui s'ensuivit causa la mort de 2 à 3 000 personnes, 5 000 personnes quittaient le territoire, vers Timor-Ouest ou Darwin, tandis que le gouverneur portugais Lemos Pires se réfugiait dans l'île d'Atauro (Defert 1992 : 80 ; Taylor 1991 : 51).

Début septembre 1975, le Fretilin prit le contrôle du territoire et en assura de fait l'administration. En dépit des difficultés de transport et d'approvisionnement, les observateurs étrangers comme le Comité International de la Croix Rouge ou l'Australian Council for Overseas Aid purent constater que la situation était sous contrôle et que la population était dans sa très grande majorité favorable au Fretilin. Parallèlement, dès cette époque, l'armée indonésienne organisa des manœuvres de déstabilisation à la frontière dans

---



Carte n°1: Les principaux groupes ethno-linguistiques de l'île de Timor

les régions de Balibo, Bobonaro, Ermera, Maliana et Suai, sans pour autant oser lancer ses 6 000 hommes dans une véritable offensive<sup>1</sup>. Dans le contexte de fin de la guerre du Vietnam, le président indonésien, le général Suharto, mit trois mois avant de se décider à donner son accord pour l'invasion, période utilisée pour terminer de convaincre les puissances occidentales, à commencer par les États-Unis et l'Australie, qu'un Timor-Est indépendant serait non seulement peu viable mais aussi dangereux.

Bien que, dans une ultime tentative pour éviter l'invasion, les Timorais se soient décidés le 28 novembre 1975 à déclarer unilatéralement l'indépendance, l'armée indonésienne lança le 7 décembre ce qu'elle considère encore aujourd'hui comme sa plus grande opération militaire<sup>2</sup>. Face aux difficultés de transport et à la fuite des populations effrayées par la violence du traitement réservé sans distinction à tous les Timorais, la situation s'enlisa. Un an après le début de l'offensive, l'armée indonésienne ne contrôlait guère que les villes à proximité des principaux axes de communication (carte n° 2). Ses forces montèrent à 32 000 hommes, soit plus de 10 % de ses forces sur un territoire correspondant à seulement 0,7 % de la superficie de l'archipel, ce qui correspond à un homme en arme pour une vingtaine de Timorais.

Ainsi 60 000 Est-Timorais auraient ainsi trouvé la mort au cours de l'année ayant suivi l'invasion<sup>3</sup>. Mais le tribut le plus lourd fut payé au cours des années suivantes, dans le cadre d'opérations militaires facilitées par la fourniture de matériel militaire étranger<sup>4</sup> et d'une politique systématique de regroupement des populations dans des camps. De 1976 à 1986, 350 000 personnes auraient ainsi été internées dans des conditions carcérales, largement empêchées de cultiver la terre pour se nourrir, ce qui provoqua des famines particulièrement graves (carte n° 3).

Dresser un bilan démographique précis est délicat dans la mesure où les sources sont lacunaires et ont souvent été manipulées par les militaires indonésiens et le régime du général Suharto. Toutefois, quelques données permettent d'évaluer l'ampleur du drame. Le recensement de 1970 évaluait la population du territoire à 610 541 habitants, tandis que deux évaluations de l'Église catholique, publiées avant l'invasion, indiquent respectivement 674 539 et 688 771 habitants en 1973 et 1974, soit une croissance démographique de plus de 2 % attestée depuis les années 1950. En tenant compte d'environ 3 000 morts de la guerre civile et 5 000 personnes ayant réussi à fuir en 1975, cela donne une population d'environ 695 000 habitants à l'arrivée des troupes indonésiennes, qui aurait normalement dû monter à 800 000 en 1981 ou au moins à 750 000, si l'on considère que la guerre a pu

---

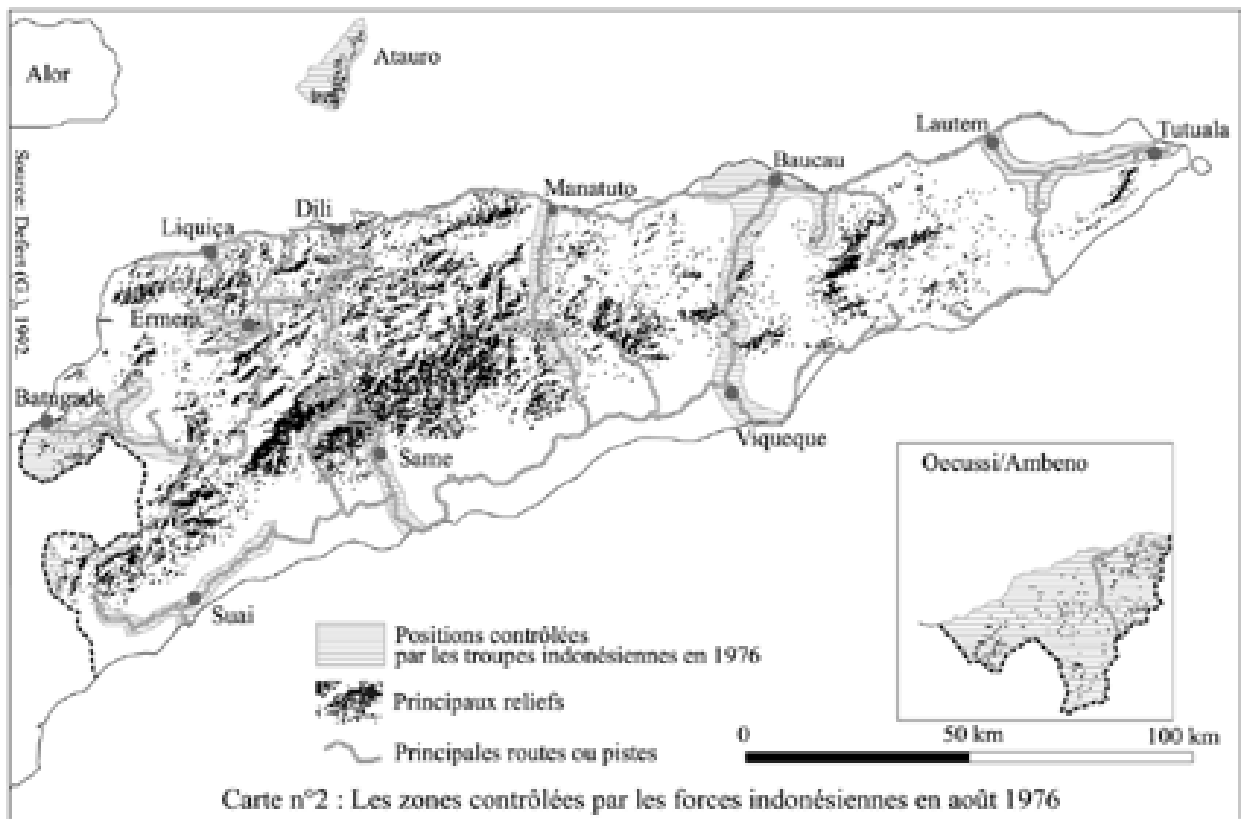
1. Le gouvernement du général Suharto n'osait pas s'appuyer à l'époque sur un document appelé la « déclaration de Balibo », une demande de rattachement à l'Indonésie qui avait été exigée par l'armée lorsque certains leaders timorais s'étaient réfugiés à Timor-Ouest après l'échec du coup de force de l'UDT.

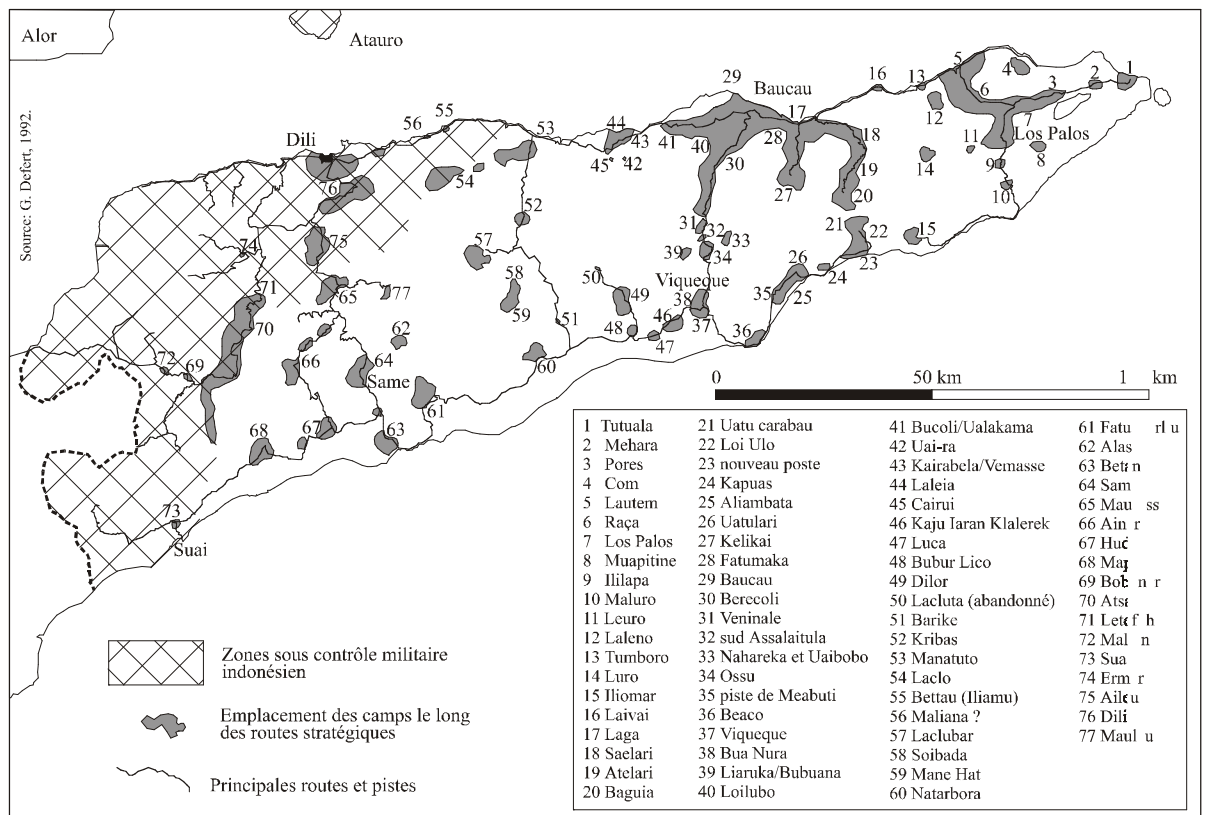
2. *Angkasa*, 5, février 1999.

3. Dunn (J.), 2001, p.7.

4. L'armée indonésienne a bénéficié au cours de cette période de matériel militaire fourni notamment par les États-Unis, l'Australie, le Royaume-Uni, la France, la RFA, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, l'Espagne, la Yougoslavie, la Corée du Sud (Defert 1992 : 137).

---





Carte n°3 : Les camps de regroupement à Timor-Est en janvier 1986

diviser la natalité de moitié. Or à cette date les statistiques indonésiennes n'en dénombrent que 567 000 desquels il faudrait déduire les forces d'occupation, tandis que l'Église catholique avance 425 000 Est-Timorais. Le nombre de victimes des premiers temps de l'occupation indonésienne peut donc être évalué à au minimum 180 000 et plus vraisemblablement entre 250 000 et 300 000 soit 35 à 43 % de la population<sup>5</sup>.

L'ensemble du territoire n'a toutefois pas été touché de manière identique (carte n° 4). En se fondant sur l'hypothèse basse à partir des données indonésiennes de 1981, onze des treize districts ont perdu une part très importante de leur population. Certains d'entre eux comme Aileu, Cova Lima ou Liquiça connaissent une diminution de 40 à 60 %. Les zones les plus touchées ont surtout été celles de l'ouest et des côtes, où l'armée indonésienne a été la plus active, tandis que les régions orientales et montagneuses du centre connaissaient des pertes moindres mais néanmoins considérables, s'échelonnant de 7 à 25 %. Seuls deux districts ont vu leur population s'accroître : Dili, où s'est concentrée la nouvelle administration, et l'enclave d'Æcussi/Ambeno dans la partie occidentale de l'île de Timor, où la résistance avait été impossible.

### **Aménagement intéressé, milices et résistance passive**

Dans les années 1980, l'administration indonésienne a minimisé la gravité du conflit, d'autant que la population était censée avoir demandé spontanément son rattachement à l'archipel. A ce titre, il était difficile d'expliquer le maintien pendant des années d'opérations militaires d'une telle importance pour quelques centaines de résistants dans les montagnes de l'île. En effet, bien que d'ampleur plus réduite, les manœuvres ou actions de représailles de l'armée d'occupation ont continué dans les années 1980 faisant, dans certains cas jusqu'à un millier de victimes civiles comme à Ossu en 1983, et des opérations de destruction systématique par le feu du couvert végétal naturel (Dunn 2001 : 9 ; Defert 1992 : 143).

Parallèlement à un effectif d'une douzaine de milliers de militaires (un soldat pour cinquante Timorais), l'armée a développé au cours de cette période des milices timoraises dans le but de noyauter la résistance et de capturer son leader, Xanana Gusmão.

Du point de vue des infrastructures, d'importants investissements ont été consentis dans le domaine routier afin de faciliter les opérations. Les voies asphaltées sont ainsi passées de quelques dizaines de kilomètres en 1975 à un millier à la fin des années 1980 et à plus de deux mille au milieu des années 1990. Ont ainsi été rendus praticables en toute saison les axes principaux, reliant Dili vers l'ouest à Batugade par Liquica, vers le sud à Aileu, Ainaro et Suai ainsi que vers l'est à Manatuto, Baucau et Viqueque. Les transversales et communications le long de la côte sud demeuraient toutefois difficiles. Ces équipements avaient cependant avant tout un objectif militaire. La circulation des Timorais était quant à elle fortement entravée

---

5. Voir notamment G.J. ADITJONDRO, 1994 : 39 ; G. DEFERT, 1992 : 149 ; J. DUNN 2001 : 7 ; J.G. TAYLOR 1991 ; Y.A. TWIKROMO *et al.*, 1995 : 104.

par une multitude de postes de contrôle exigeant des autorisations pour les déplacements.

La situation dans l'enseignement s'est également améliorée, le nombre d'enfants scolarisés passant de 11 000 en 1975 à plus de 210 000 à la fin des années 1990<sup>6</sup>. De même, les centres de santé se sont multipliés. Le nombre de médecins par habitant est passé entre 1975 et 1997 de 0,03 à 0,2 pour 1000, mais l'essentiel des activités restait centré sur Dili et là encore la population locale n'y avait qu'un accès limité, d'autant que de nombreux cas de stérilisations forcées poussaient une partie des femmes à éviter de se rendre dans les hôpitaux.

Les indicateurs de la situation économique ont également paru s'améliorer à partir de la fin des années 1980, mais la plupart des activités lucratives ont été accaparées par des militaires ou des proches de la famille du général Suharto. Café, bois de santal, teck, cocotiers, carrières de marbre, prospection minière ont été monopolisées par des compagnies indonésiennes dans lesquels les Timorais étaient au mieux cantonnés à des emplois subalternes (Aditjondro 1994 : 58 ; Pedersen & Arneberg 1999). Pour la majorité de la population qui subsistait grâce à une agriculture vivrière, la terre a également été l'objet d'un chantage, puisqu'en 1991 une loi agraire interdisant la propriété foncière aux étrangers a tenté d'obliger les Timorais de l'Est à adopter la nationalité indonésienne<sup>7</sup>. De même l'administration indonésienne a mis en avant ses efforts de développement et de modernisation de l'agriculture, notamment à travers l'aménagement de 42 000 hectares de rizières irriguées (un quart de la superficie agricole déclarée), mais ces dernières ont été pour l'essentiel réalisées pour des migrants non timorais amenés dans le but de marginaliser les populations locales sur leur territoire. À ce titre, une étude de l'administration indonésienne indiquait qu'au début des années 1990, plus de 70 % des 442 villages de Timor-Est pouvaient être considérés comme « pauvres » (*miskin*) (Badan... Djakarta 1993 : 39). En 1997, les statistiques provinciales classaient quant à elle la totalité de ces 442 villages dans la rubrique « pauvre » (Bappeda... 1997 : 33).

L'occupation indonésienne a également favorisé l'accroissement de l'urbanisation, qui est toutefois restée inférieure à celle de l'ensemble des pays asiatiques. Au début des années 1970, seuls 5 % de la population pouvait être considérée comme urbaine, la ville de Dili comptant 17 000 habitants, soit 55 % de la population urbaine (Thomaz 1976-1977 : 513.). Les autres étaient respectivement Manatuto : 2 100 habitants ; Baucau : 1 900 et Bobonaro : 1 700. En 1995, plus de 90 % de la population était encore déclarés ruraux. Si la population de Dili avait quasiment décuplé (atteignant

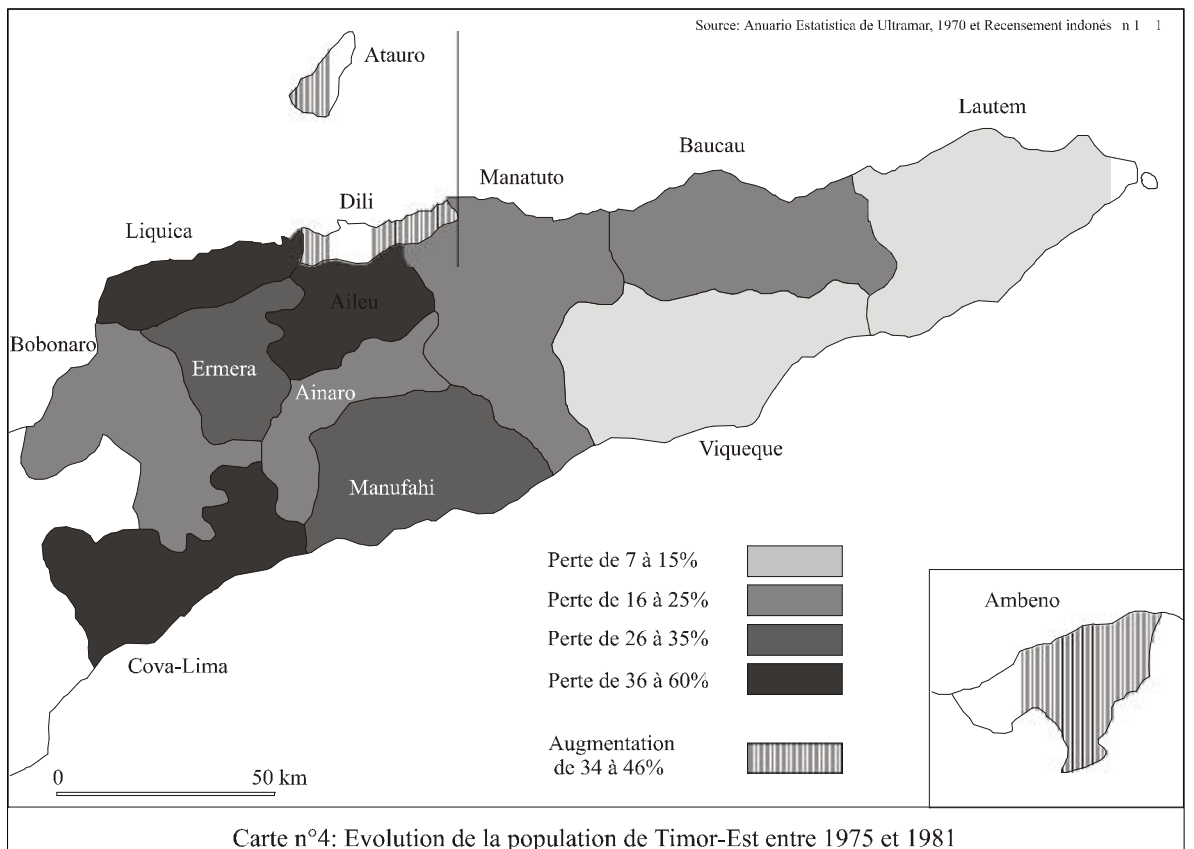
---

6. UN Country Team, 2000, p.59.

7. F. DURAND, « Accès à la terre et appropriation foncière en Indonésie (1945-1999), droits des populations et pratiques de l'État », in F. CAYRAC-BLANCHARD, S. DOVERT & F. DURAND, eds, 2000 : 138.

---





presque 160 000 habitants), les statistiques indonésiennes considéraient que seuls 40 % d'entre eux étaient véritablement des urbains<sup>8</sup>.

D'un point de vue politique, les Timorais ont été marginalisés, écartés de fait de l'administration et des emplois (Mubyarto & Soetrisno 1991 : 57), soumis à une violence « ordinaire » ayant valu à l'Indonésie des condamnations de la part de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU en 1993 et 1997 (Amnesty International 1994 : 87). S'ils ne pouvaient guère mener une guérilla militaire d'ampleur, ils ont manifesté une résistance passive à tous les niveaux. Lors du recensement de 1990, plus de quinze ans après une intégration censée avoir été demandée par les Timorais de l'Est, 46 % de la population affirmait encore ne pas parler indonésien (carte n° 5). Les districts frontaliers ou proches de Dili affichaient particulièrement ce rejet culturel. 55 % des habitants de Bobobaro et de Liquiça disaient ne pas parler la langue indonésienne. La proportion montait même à 67 % dans le district d'Ecussi-Ambeno pourtant enclavée dans la partie occidentale de Timor.

### Crise asiatique et répression dans le cadre du référendum

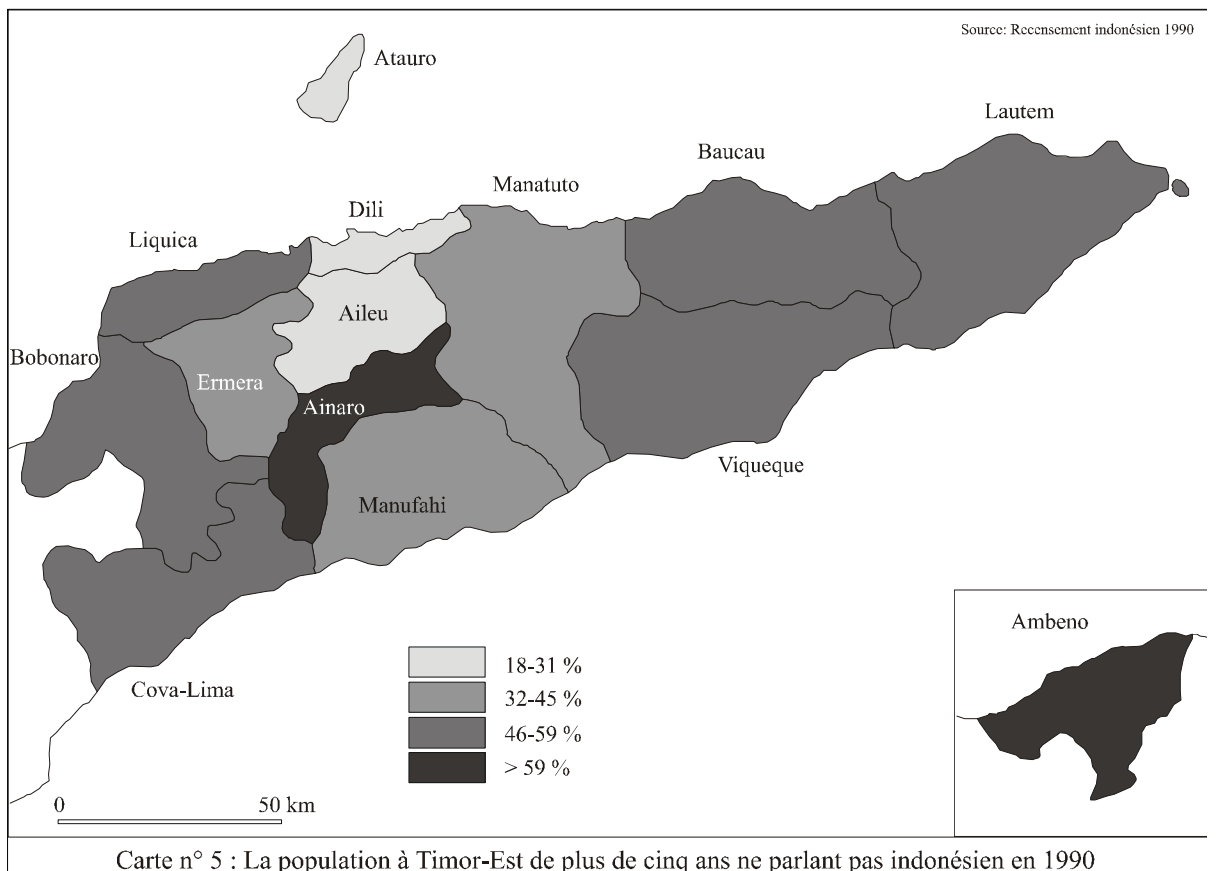
La fin des années 1980 marque un tournant décisif. À ce stade, la situation a pu paraître désespérée. En 1983, sous la pression indonésienne, la question timoraise avait disparu de l'agenda de l'Assemblée Générale de l'ONU, bien que le territoire resta officiellement sur la liste des « territoires à décoloniser » et que le Secrétaire Général fut « saisi de la question ». En 1989, l'Australie confirmait sa reconnaissance officielle de l'annexion du territoire par l'Indonésie, afin de pouvoir lancer la prospection des ressources *off-shore* en mer de Timor, bloquée par des incertitudes de délimitation maritime. Par ailleurs, la plupart des États occidentaux continuaient à investir en Indonésie, voire, comme les États-Unis à soutenir l'archipel dans la formation de cadres militaires dont nombre se sont illustrés dans les exactions de 1999 (Defert 1992 : 227-254 ; Dunn 2001 : 22-27). De son côté, le Portugal montrait une politique relativement molle, face au choix du silence complice de ses voisins de l'Union Européenne.

À partir de l'année 1989, le gouvernement indonésien s'est néanmoins senti obligé de laisser pénétrer les étrangers dans une « province » déclarée « pacifiée ». La pugnacité des Timorais a alors été déterminante pour faire prendre conscience au monde que, compte tenu du régime de terreur latente imposé par l'armée indonésienne, aucun compromis ne serait possible. Les actions se sont multipliées pour tenter d'internationaliser leur cause en dépit

---

8. BADAN 1995 : 4. Il est toutefois nécessaire d'émettre des réserves sur les critères de détermination de l'urbain par l'administration indonésienne. Les statistiques ne reconnaissent en effet, à côté de Dili, que la seule ville de Los Palos, ce qui est pour le moins discutable. La somme des populations des chefs-lieux de districts (*kabupaten*) et des communes les plus urbanisées de Dili vers 1997, indique un pourcentage d'environ 20 % de la population. Cela correspond mieux à la réalité des modes d'habitation, même si une part importante des habitants de ces zones dépend de l'agriculture.

---



de l'indifférence mondiale relativement générale. Cela se traduit par des troubles à Dili lors de la visite du Pape Jean-Paul II en 1989 et par les manifestations qui ont provoqué la violence militaire et le massacre de plus de deux cents personnes dans le cimetière de Santa Cruz en 1991. Hors du territoire, des démonstrations régulières ont eu lieu en Australie (notamment en 1992 lors de la traversée du ferry *Lusitania Expresso* venu de Lisbonne jusqu'à la limite des eaux territoriales timoraises), mais aussi à Djakarta : manifestations et demande d'asile politique à l'ambassade des États-Unis par de jeunes Timorais en 1994, ou la même année à Manille avec le forum international sur le problème timorais.

Malgré des prises de positions marquantes, comme l'octroi du prix Nobel de la paix en 1996 à Mgr Belo et à José Ramos Horta, où les déclarations de Nelson Mandela, affirmant en juillet 1997 que la libération du leader timorais Xanana Gusmão, capturé en 1992, était un préalable indispensable à la résolution du conflit, il a fallu attendre la crise asiatique pour que la communauté des pays industrialisés ose élever la voix et que l'Indonésie se sente obligée de chercher une solution internationalement acceptable.

En août 1998, trois mois après la chute du général Suharto, des négociations reprirent avec le Portugal sous l'égide des Nations unies. Mais sous la présidence de Jusuf Habibie, le dauphin de Suharto, avant même que ne soient signés les accords du 5 mai 1999 proposant un référendum d'autodétermination, l'armée indonésienne mit en place de nouvelles milices et relança des campagnes d'intimidation et de violence pour empêcher les Timorais de voter. Au mois d'octobre 1998 les forces militaires et paramilitaires s'accrurent au moins à 18 000 soldats et 20 000 miliciens, soit un homme armé pour une vingtaine de Timorais (Dunn 2001 : 13). En mai 1999, les premiers représentants de l'équipe des Nations unies chargée de la préparation de la consultation populaire (UNAMET) constatèrent dès leur arrivée des intimidations et assassinats par des miliciens avec la complicité de membres de l'armée indonésienne<sup>9</sup>. En juillet 1999, un mois avant le référendum, 90 000 personnes soit plus de 10 % de la population, avaient dû se réfugier dans les montagnes pour échapper à leur pression tandis que, selon les témoignages des observateurs occidentaux, la police chargée du maintien de l'ordre se montrait plus encline à soutenir les milices qu'à réaliser sa mission officielle.

En dépit de ces troubles dont le but était de décourager les indépendantistes de se rendre aux urnes, 98 % des Timorais de l'Est se présentèrent devant les bureaux de votes le 30 août 1999. Dès ce moment, les autorités indonésiennes ne pouvaient plus guère douter de l'issue du scrutin. Le 1<sup>er</sup> septembre les milices et certaines unités de l'armée indonésienne commencèrent à détruire les bâtiments et à chasser journalistes et observateurs étrangers, poussant Kofi Annan le Secrétaire Général de l'ONU à décider l'évacuation du territoire, ordre que refusa d'exécuter une partie du personnel onusien. Les résultats proclamés le 4 septembre 1999 révélèrent que 78,5 % de la population se prononçaient en faveur de l'indépendance. Ce score sans appel, réduisant à néant toute possibilité de

---

9. P. BARU, « The militia, the military and the people of Bobonaro district », in KINGSBURY 2000 : 86.

contestation sérieuse de la part de l'occupant, provoqua une réponse d'une ampleur considérable. Les trois quarts des bâtiments administratifs, écoles, archives, maisons en dur furent détruits. Il ne s'agit pas seulement du « sac de Dili » ou de manifestations sporadiques de déception, comme ont pu le présenter certains journalistes ou chroniqueurs, mais d'opérations systématiques planifiées par l'armée indonésienne sur l'ensemble du territoire à l'aide de matières inflammables stockées plusieurs semaines auparavant. Ces destructions provoquèrent des fuites dans les montagnes (plusieurs centaines de milliers), et furent suivies de viols et de liquidations dont le nombre demeure incertain. Les enquêtes entreprises de manière sporadique par l'ONU entre septembre 1999 et avril 2000 ont révélé 680 victimes. Les évaluations officielles envisagent un total d'au moins 2 000 morts.

### Des manipulations sur la question des déplacés

Les estimations sont en outre rendues difficiles par le fait qu'une grande partie de la population a été déplacée de force vers Timor-Occidental et d'autres îles de la province indonésienne de Nusa Tenggara Est (NTT), selon un plan d'évacuation programmé des mois à l'avance. Le nombre exact de déplacés est entaché d'incertitudes. L'armée indonésienne a dès le début fortement entravé l'accès des camps de réfugiés dont la garde a été confiée aux milices anti-indépendantistes. Les statistiques de la province NTT indiquaient 284 000 « réfugiés » en octobre 1999, soit 32 % de la population du territoire. L'ordre de grandeur de chiffre est corroboré par les données disponibles en 2000 et 2001. En juin 2001, plus de 185 000 déplacés avaient pu revenir à Timor-Est et les autorités indonésiennes déclaraient officiellement 108 359 personnes vivant dans des camps à Timor-Ouest, où plusieurs centaines de décès ont été enregistrés du fait des mauvaises conditions sanitaires. Début juin, les réfugiés se sont vus proposer un enregistrement de leur volonté de rester ou non. Afin de ne pas perdre une deuxième fois la face après le référendum d'autodétermination, tous les moyens ont été utilisés pour faire voter cette population limitée, censée avoir opté pour l'Indonésie. Intimidations, promesses et manipulations ont été dénoncées.

Seuls douze observateurs étrangers ont été acceptés par le gouvernement indonésien pour 507 camps de déplacés répertoriés, et contrôlés par les miliciens pro-Djakarta, sans qu'aucune date de rapatriement n'ait été indiquée pour ceux qui se prononceraient pour le retour. Par ailleurs, plusieurs semaines avant la « consultation », les leaders des miliciens avaient annoncé qu'au moins 95 % des réfugiés allaient préférer rester en Indonésie. Selon une dépêche d'*Associated Press* du 7 juin 2001, une majorité des votants a reconnu en privé avoir menti sur leurs intentions par crainte des représailles de la part des miliciens<sup>10</sup>. Des campagnes de désinformation ont été menées

---

10. Les miliciens ont également essayé d'utiliser le symbole de l'aigle Garuda pour représenter la décision de rester en Indonésie, sachant que cet emblème est aussi celui de la compagnie

dans les camps sur la situation économique difficile dans le territoire, sur les exactions des équipes des Nations unies et sur le fait que des mauvais traitements seraient réservés aux réfugiés qui reviendraient (Orenstein 2000 : 9). Parallèlement, des facilités pour accéder à la propriété ont été promises à ceux qui choisiraient de ne pas partir.

Le déroulement du vote lui-même a été entaché d'irrégularités ou de manipulations apparentes. Après avoir annoncé que 4 259 Est-Timorais se prononceraient pour le retour, les autorités ont réduit ce chiffre à 2 216, puis à 1 250 et enfin à 1 175<sup>11</sup>. Cela s'accorde mal avec le fait que quelques jours avant le scrutin, l'armée indonésienne a refusé le passage de la frontière à 30 000 Est-Timorais, menaçant de leur tirer dessus s'ils s'obstinaient à « saboter la consultation »<sup>12</sup>. Mais surtout, au-delà du sordide de ces désinformations, les données ont été faussées par le fait que toute personne ayant passé un minimum de cinq ans dans le territoire pouvait participer au vote. De fait, parmi les 113 794 votants officiels (représentants 295 744 « réfugiés »), se trouvaient des fonctionnaires et militaires indonésiens, sans compter les Timorais de l'Ouest s'étant fait enregistrer pour bénéficier de l'aide internationale<sup>13</sup>.

Tout le monde, armée indonésienne comprise, s'accorde à dire que 250 à 300 000 personnes ont été déplacées après le référendum, sachant qu'au moins 185 000 sont rentrées (sans compter les disparus), on voit mal comment il pourrait rester plus de 295 000 Est-Timorais en Indonésie. En réalité, le nombre réel de « réfugiés » a été plus que triplé artificiellement et doit se situer entre 80 000 et 100 000 personnes, ce que confirme le dernier recensement de la population de Timor Loro Sa'e, effectué conjointement par les Nations unies et le CNRT. Ce dernier indique 850 000 habitants et 84 700 personnes « manquantes ».

Deux grandes raisons peuvent justifier ces manœuvres. D'une part cela permet à l'Indonésie de regagner de la fierté nationale en faisant croire que la quasi-totalité des « réfugiés » a choisi de rester, voire à insinuer que le référendum de l'ONU a été truqué puisque 295 000 personnes correspondent à plus de 22 % des Timorais de l'Est. D'autre part, dans un contexte économique particulièrement difficile, cela permet de revendiquer une aide extérieure plus importante, notamment de la part de la commission européenne qui a promis six millions d'euros.

### Vers l'émergence d'un nouvel État-nation

Au premier trimestre 2002, Timor Loro Sa'e devrait accéder à l'indépendance. Depuis la mise en place de l'UNTAET, l'administration transitoire des Nations unies à Timor-Est, un travail considérable a été effectué, tant matériel que du point de vue administratif-légal.

---

aérienne nationale indonésienne. Cela pouvait laisser croire à une partie des réfugiés illettrés qu'ils optaient pour un retour à Timor-Est en avion.

11. *Jakarta Post*, 13 juin 2001.

12. *Jakarta Post*, 10 juin 2001.

13. AFP, 8 juin 2001.

---

En effet, il a fallu reconstruire et rééquiper plus des deux tiers des administrations, centres de santé, écoles, églises, espaces de production ou de commerce massivement détruits en septembre 1999. Un an et demi après les faits, le nombre de ruines calcinées à travers l'ensemble du territoire témoigne encore de la violence des exactions comme de l'ampleur de ce qui reste à réaliser. Au niveau de l'administration, il a été nécessaire de restaurer les archives largement saccagées, de rebâtir tout le corpus légal et de former les Timorais à des tâches administratives desquelles ils avaient jusqu'alors été largement écartés. En juin 2001, plus de 9 000 fonctionnaires timorais avaient été recrutés, mais les délais et le risque qu'une partie de l'administration onusienne privilégie la réalisation à la formation peut laisser craindre des déficiences à court et moyen termes.

En outre, des difficultés de taille subsistent, particulièrement sur les questions de langue, de sécurité, de situation socio-économique et de gestion territoriale.

De fait, le choix du portugais comme langue officielle a une portée hautement symbolique, face à un discours politique indonésien qui s'est toujours présenté en décolonisateur<sup>14</sup>. Si, lors d'études partielles en mars 2001, seuls 2 % des personnes interrogées ont répondu utiliser l'indonésien comme langue de communication, des études montrent que, seuls 17 % de la population déclarent pouvoir s'exprimer en portugais contre 63 % en indonésien<sup>15</sup>. Face au manque de personnel enseignant formé, les près de 200 000 élèves du primaire et du secondaire qui ont recommencé leur scolarité lors de l'année 1999-2000 ont ainsi continué leur cursus en « malais », langue proche de l'indonésien. Même à l'université de Dili, à peine un quart des professeurs est pour l'instant capable d'enseigner en portugais. Le tétum pourrait constituer une alternative, puisque 90 % des Timorais de l'Est déclarent le parler, mais ce n'est la langue maternelle que d'environ 40 % d'entre eux et cela pourrait constituer un frein pour l'enseignement supérieur et l'ouverture vers l'extérieur.

En dépit des paroles rassurantes et des rencontres de réconciliation, la sécurité demeure une autre question délicate, particulièrement vis-à-vis du grand voisin archipélagique. Elle est plus que problématique pour les cent mille déplacés vivant encore à Timor-Ouest ou dans les îles adjacentes, que les autorités indonésiennes et les milices utilisent de manière plus qu'ambiguë<sup>16</sup>. La sécurité est également menacée à la frontière où des escarmouches régulières se produisent du nord au sud, ayant causé la mort de Timorais et de casques bleus de l'ONU. Sauf réelle volonté politique de

---

14. Lors du congrès du CNRT d'août 2000, le portugais a été désigné comme « langue officielle » et le tétum comme « langue nationale ». La question devrait être tranchée par le premier gouvernement timorais élu, le choix était particulièrement délicat compte tenu de la complexité du phénomène linguistique dans le territoire.

15. *UN Country Team* (2000 : 100) et *Asia Foundation* (2001 : 70). En réalité le nombre de véritables locuteurs de portugais serait inférieur à 8 %.

16. Les déplacés (*cf. supra*) sont utilisés comme moyen de pression contre les critiques de la communauté internationale. Par ailleurs, parmi les candidats au retour « proposés » par l'armée indonésienne sont souvent infiltrés d'anciens miliciens qui peuvent soit susciter de l'instabilité, soit être rejeté à leur arrivée et entretenir une propagande selon laquelle les Timorais réserveraient un mauvais accueil aux réfugiés.

---

l'Indonésie, la situation en restera vraisemblablement à ce niveau tant que les 9 000 membres de la force d'interposition resteront sur le territoire, mais même si des pourparlers de réconciliations continuent de se tenir, les milices toujours soutenues en sous-main par l'armée indonésienne ont promis de revenir dès que le territoire ne serait plus protégé. L'adhésion de Timor Loro Sa'e à l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ou l'éventuel éclatement de l'Indonésie devant l'aspiration de plusieurs peuples à échapper à la mainmise autoritaire des militaires pourraient également changer les données du problème.

La situation socio-économique intérieure constitue un autre sujet de préoccupation. En 2001, une partie importante de l'économie fonctionne grâce au pouvoir d'achat des 25 000 étrangers des organisations internationales, des ONG, de la diaspora timoraise ou des entreprises cherchant à investir. Leurs revenus sont considérables (75 millions de dollars par mois) et au moins quinze fois supérieurs au budget du gouvernement Timorais (60 millions de dollars par an), même si une majeure partie est rapatriée vers leurs pays d'origine. De fait ces apports financiers suscitent un certain « dynamisme » sur le territoire où les projets sont nombreux. Toutefois les activités restent limitées pour une grande partie à l'hôtellerie-restauration et à l'import-export avec de fortes marges bénéficiaires pour peu de transformations. Actuellement plus des deux tiers des importations privées sont le fait de compagnies indonésiennes et australiennes (40 % pour les premières notamment grâce au contrôle des hydrocarbures, 31 % pour les autres), contre 19 % de sociétés timoraises, 6 % de Singapouriens et 3 % de Portugais, tandis que deux tiers des achats des Nations unies (30 millions de dollars) se font au profit de sociétés australiennes. Les Américains sont apparemment moins présents mais se sont assurés le contrôle de la filière café, une des plus prometteuses de l'île. Cette situation de dépendance se surajoute à un phénomène de sur-représentation de Dili où étaient localisée en mars 2001, 74 % des sociétés nationales et étrangères. Cet hyper-centralisme est révélateur d'un clivage en train de s'accroître entre la capitale et le reste du pays. D'une part Dili, brutalement propulsée dans le monde contemporain, avec 20 % de la population sur 2,5 % du territoire, regroupe des expatriés au pouvoir d'achat très élevé, une diaspora aisée, parfois fortement déconnectée des réalités vécues par la population pendant les presque vingt-cinq ans d'occupation indonésienne et une jeunesse timoraise qui, après des années de privation, aspire à un mode de vie et de consommation de type occidental, sans forcément en percevoir les risques et limites. D'autre part l'essentiel du territoire, très majoritairement rural, encore souvent difficile d'accès par la route, reste apparemment déconnecté de l'effervescence politique de la préparation de l'indépendance. Hormis des programmes internationaux ponctuels d'appui technique, d'aide alimentaire (30 % des besoins en riz) ou d'assistance médicale, les populations y vivent selon des traditions et des pratiques d'autosubsistance qu'à défaut d'autre alternative, les bouleversements de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle et les drames humains paraissent avoir relativement peu changé.

\* \* \*

---



## La question de la construction territoriale

Au cours des soixante dernières années, outre une présence coloniale portugaise souvent défailante, Timor-Oriental a connu une série de crises particulièrement graves, des massacres de l'occupation japonaise à ceux de l'invasion puis de l'occupation indonésienne, jusqu'aux centaines de milliers de déplacés de 1999<sup>17</sup>. Ces souffrances passées comme récentes ainsi que la volonté acharnée d'échapper à l'oppression militaire indonésienne ont permis de former un consensus et une identité nationale forte, préservant du même coup des valeurs humaines de solidarité et d'effort. Mais la brusque ouverture vers l'extérieur a suscité des espoirs parfois naïfs surtout chez la jeune génération qui a pu imaginer qu'« indépendance » rimerait rapidement avec « abondance ». Le risque d'accroissement des disparités tant économiques que dans l'accès aux services et à la santé est devenu un enjeu fort, du point de vue social comme de la cohésion territoriale. La composition de l'assemblée constituante, devant être élue le 30 août 2001, prévoit parmi ses membres un représentant de chacun des treize districts, mais cela suffira-t-il à faire entendre la voix des populations des zones rurales reculées ou de l'enclave d'Ecussi-Ambeno qui, devant les difficultés de circuler à travers le Timor indonésien, est seulement reliée au reste du pays par une barge maritime une fois par semaine ? Les ressources potentielles minières comme les réserves en hydrocarbures du *Timor Gap*, dont le partage a été renégocié avec l'Australie en juillet 2001, devraient permettre de garantir à terme la viabilité économique internationale<sup>18</sup>. Mais cela n'empêchera pas forcément d'échapper à la spirale du mal-développement qu'a pu connaître l'Indonésie aux ressources naturelles considérables. Cette manne potentielle ne devrait pas occulter le fait que Timor Loro Sa'e demeure un pays complexe dont la cohésion et l'unité sont à consolider, et dont le projet territorial est encore à définir.

Juin 2001

**Frédéric DURAND**

Département de géographie  
Université Toulouse II-Le Mirail

[Merci à Guilène Réaud-Thomas, UMR CNRS-Bordeaux 3/Dymset, pour avoir traité informatiquement la carte n°2 de cet article].

---

17. En 1999, entre les déplacements forcés vers Timor-Ouest et ceux qui ont été obligés de fuir pour se réfugier dans les montagnes, plus de 75 % de la population est-timoraise a été en situation de réfugié (UN Country Team 2000 : 23).

18. Les royalties de la zone centrale d'exploitation communes seront partagées selon un rapport 90/10 en faveur des Timorais au lieu du 50/50 négocié par les Indonésiens en 1989.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- ADITJONDRO G.J. 1994, *In the Shadow of Mount Ramelau, the Impact of the Occupation of East Timor*, Amsterdam, Indoc, 96 p.
- AMNESTY INTERNATIONAL 1994, *Indonésie et Timor Oriental, près de trente ans d'impunité*, Paris, Amnesty International, 154 p.
- ANGKASA (journal de l'armée indonésienne) 1999, « Operasi Linud Terbesar du Dili », 5, tahun IX, février.
- ASIA FOUNDATION, ed. 2001, *East Timor National Survey of Voter Knowledge (Preliminary Findings)*, Dili, mai, 77 p.
- BADAN PUSAT STATISTIK 1993, *Daftar Nama dan Indeks Peta Desa Miskin, Propinsi Bali, NTB, NTT, TimTim, Maluku dan Irian Jaya*, Djakarta, 136 p.
- 1997, *Penduduk Timor Timur*, Djakarta, 322 p.
- BAPPEDA TINGKAT I PROPINSI TIMOR TIMUR 1991, *Timor Timur Dalam Angka*, Dili, 1997, xii-322 p.
- CAYRAC-BLANCHARD F. 1991, *Indonésie, l'armée et le pouvoir, de la révolution au développement*, Paris, L'Harmattan, 214 p.
- CAYRAC-BLANCHARD F., DOVERT S. & DURAND F., eds 2000, *L'Indonésie, un demi-siècle de construction nationale*, Paris, L'Harmattan, 352 p.
- DEFERT G. 1992, *Timor Est, le génocide oublié, droit d'un peuple et raison d'États*, Paris, L'Harmattan, 323 p.
- DUNN J. 2001, *Crimes Against Humanity in East Timor, January to October 1999, Their Nature and Causes*, Report to UNTAET, Dili, 14 février, 34 p.
- FELGAS Esteves H.A. 1956, *Timor Portugês*, Divisão de publicações e biblioteca, Ministério do Ultramar, Agência Geral do Ultramar, 268 p.
- KINGSBURY D., ed. 2000, *Guns and Ballot boxes, East Timor's Vote for Independence*, Monash Aisa Institute, Clayton (Melbourne), Australie, xii-201 p.
- LEE R. 2000, « Crisis in a Backwater : 1941 in Portuguese Timor » in *Lusotopie (Paris) : 175-189*, 764 p.
- MUBYARTO & SOETRISNO L., eds 1991, *East Timor, the Impact of Integration, an Indonesian Socio-anthropological Study*, Northcote (Australie), IRIP Inc., 69 p.
- ORENSTEIN K. 2000, *The Refugee Crisis and Accountability, Observations and Analysis of a Fact-Finding Mission to the East-Timorese Refugee Camps in West Timor*, Sale, East Timor Action Network, mai, 16 p.
- PEDERSEN J. & ARNEBERG M., eds 1999, *Social and Economic Conditions in East Timor*, Fafo Institute of Applied Social Science, Oslo, Norvège, 257 p.
- PÉLISSIER R. 1996, *Timor en guerre, le crocodile et les Portugais (1847-1913)*, Orgeval, Éd. Péliissier, 368 p.
- RAMOS-HORTA J. 1996, *La saga du Timor-Oriental*, Lausanne, Éd. Favre, 253 p.
- TAYLOR J.G. 1991, *Indonesia's Forgotten War, The Hidden History of East Timor*, Londres, Zed Book, 230 p.
- THOMAZ L.F. 1976-1977, « O afluxo ao meio urbano no Timor português », *Revista da Faculdade de Letras de Lisboa*, IV série, 1 : 495-551.
- TIWIKROMO Y.A. & al. 1995, *Persepsi dan perilaku kesejahteraan hidup rakyat Timor Timur*, Djakarta, Pustaka Sinar Harapan, 158 p.
- UN COUNTRY TEAM, ed. 2000, *East Timor, Building Blocks for a Nation*, United Nations, Dili, novembre, 149 p.